

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 1

Loi modifiant la Loi du ministère des transports

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. LUCIEN LESSARD

Ministre des transports

---

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1978

547.14

'081

Q3

1978/79

1

Q1

mezz.

#### NOTE EXPLICATIVE

*Le présent projet de loi modifie la Loi du ministère des transports afin de permettre la destruction de tout document, livre ou registre émanant de ce ministère ou faisant partie de ses archives dès qu'il a été reproduit conformément à la Loi de la preuve photographique de documents, et ce, malgré l'article 2 de cette loi qui ne permet une telle destruction qu'à l'expiration d'un délai de quinze ans à compter de la date du document, livre ou registre.*

*L'article 2 de la Loi de la preuve photographique de documents se lit comme suit:*

**2.** Une épreuve, agrandie ou non, tirée d'une pellicule photographique d'un document sous la garde ou en la possession d'une institution fait preuve, pour toutes fins, de la teneur de ce document, au même titre que son original, pourvu que ce document ait été

a) fidèlement reproduit sur cette pellicule photographique en présence d'au moins deux employés de l'institution spécialement autorisés par elle aux fins de cette opération; et

b) détruit, en présence d'au moins deux employés de l'institution spécialement autorisés par elle à cette fin, immédiatement après cette reproduction ou subséquemment, mais dans aucun cas avant l'expiration des cinq années de la date de ce document, ce délai devant toutefois être de quinze ans dans le cas d'un document ou d'un livre ou registre en la possession du gouvernement.

Dans le cas de documents . . .

## Projet de loi n° 1

Loi modifiant la Loi du ministère des transports

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** La Loi du ministère des transports (1972, chapitre 54) est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant: 1972, c. 54, a. 8a, aj.

«**8a.** Pour les fins de l'application de la Loi de la preuve photographique de documents (Statuts refondus, 1964, chapitre 280), tout document, livre ou registre émanant du ministère ou faisant partie de ses archives peut, nonobstant le délai prévu par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de ladite loi, être détruit dès qu'il a été reproduit. » Destruction de documents, etc.

**2.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.